

L'HISTOIRE ENTRE LA RECHERCHE ET L'ENSEIGNEMENT : DEPERDITIONS SCIENTIFIQUES ET MANIPULATIONS IDEOLOGIQUES.

Abderrahman EL MOUDDEN.

Les remarques qui suivent voudraient situer quelques aspects de la crise de la production historique marocaine, et éclairer certains côtés des vicissitudes qu'a connues l'enseignement de l'histoire. Il va sans dire que ce n'est là qu'une approche provisoire, qui mériterait approfondissement et concrétisation par une étude systématique, dont les moyens font encore défaut.

La recherche historique, comme l'enseignement de l'histoire, traversent une crise de restructuration et de conceptualisation depuis quelques décennies. Les historiens se sont réveillés sur les nombreuses lacunes que comportaient leurs méthodes et discours, et sur l'avance prise par les diverses autres sciences de l'homme, telles l'anthropologie, l'économie politique, la sociologie etc... Les historiens français par exemple ont subitement pris conscience de toute la distance qui les sépare de leurs homologues anglo-saxons. D'où une véritable mode du chiffré, du sériel, de l'anthropologique etc... L'événementiel est banni comme étant de l'histoire purement politique, de l'histoire-bataille, voire de l'histoire dynastique. On recherche au contraire, les mouvement longs, les courants profonds et imperceptibles qui traversent les sociétés et les transforment de manière insensible. On tend, à la limite, à établir les structures stables qui encadrent les sociétés et priment tout devenir(1).

On pourrait objecter que ce sont là des préoccupations de modes intellectuelles et méthodologiques venues de la Rive Gauche, et que l'historien comme l'enseignant marocains, ne peuvent, au stade où ils en sont, prétendre participer à de telles controverses. Une telle objection est pour le

(1) L'essentiel de ces discussions a été résumé dans l'ouvrage collectif **Faire de l'Histoire** sous la direction de J. Le Goff et P. Nora, Gallimard 1974, voir surtout le 1er tome : **Nouveaux Problèmes.**

moins infondée car elle tourne le dos illégitimement à cette foison de discussions et ignore les nouvelles directions des recherches historiques. là où elles ont acquis une accumulation de savoir et de méthodes.

Comme en d'autres domaines, l'on doit connaître à la fois et en même temps l'informatique et les techniques mécaniques de la fin du XIX^{ème}, sans négliger de tirer profit des techniques locales dites traditionnelles. Dans la recherche historique au Maroc, il est obligatoire de maîtriser tout à la fois et en même temps, les vieux procédés locaux : lecture et familiarité avec les manuscrits par exemple, les techniques positivistes fondées sur la critique du document écrit et la conception d'un mouvement historique linéaire, les nouvelles méthodes enfin : méthodes d'investigation et d'approche, nouvelles problématiques que l'historiographie contemporaine teste ailleurs.

Cependant, la précaution est souhaitable dans l'application de ces nouvelles méthodes : l'acclimatation des nouvelles problématiques n'est pas toujours aisée. Un exemple : l'histoire-événement a été la plus récusée comme se souciant peu de la vie des peuples, et se consacrant à la vie des dynastes, à leurs batailles etc... On ne peut guère mettre en doute la justesse d'un tel constat, et on ne peut de même que se féliciter du vaste champ d'orientations nouvelles qu'il a ouvert devant la recherche historique. Mais, ce n'est que parce qu'on connaît assez bien l'histoire politique, militaire, diplomatique de l'Occident, «qu'il a été possible de prendre conscience de la nécessité d'aller plus avant dans la réflexion historique».(2) J.Chesneaux se demande si ce seuil est atteint pour l'Asie au XIX^{ème} s. et on peut se poser à son tour la même question concernant cette fois-ci l'histoire du Maroc même la plus récente. Aussi, donne-t-il à l'événement toute son importance, sans ignorer les nouveaux intérêts de la recherche historique.

Au Maroc aussi, tous les efforts doivent être concomitants. Comblar les lacunes de l'histoire politique générale, oser s'essayer à l'histoire démographique, sociale et même économique et culturelle, tenter les études sectorielles ou les monographies régionales : tel semble être le lot écrasant des historiens marocains, et ce, en l'absence quasi-totale de structures valables pour la recherche scientifique. «Lorsqu'un véritable Institut des sciences historiques aura vu le jour au Maghreb, où des chercheurs (...) pourront donner de l'histoire maghrébine la mise au point que chacun espère, nul ne pourra alors se permettre de continuer à travailler dans le cadre du vieil individualisme» (3). En attendant, chaque chercheur doit accomplir le pénible cheminement solitaire de la pratique ingrate de la recherche.

On pourrait trouver là l'une des origines de la faible production histo-

(2) J. Chesneaux : *L'Asie Orientale au XIX et XX^e s.* PUF 1966, p. 7

(3) A. Laroui : *L'histoire du Maghreb* Maspéro, 1970, p. 12-13.

rique d'après l'indépendance. Exceptés quelques travaux de grande valeur et un nombre de thèses brillantes (4), la recherche historique marocaine semble rencontrer beaucoup de difficultés à promouvoir une équipe, et à obtenir un rythme de production équivalant aux efforts fournis.

Une autre raison réside sans doute dans le difficile passage de l'historiographie coloniale à la situation post-coloniale. Il semble encore difficile de se dégager d'une écriture «nationaliste» de l'histoire, qui était certainement opérante sous le protectorat ou juste après, mais qui, depuis, est largement dépassée, aussi bien par les réalités que par les exigences du présent.

On a beaucoup dit et écrit à propos de l'historiographie coloniale (5). Les historiens de l'époque coloniale, dans leur quasi-totalité, ceux que Laroui appelle dédaigneusement et souvent à juste titre «les historiens d'occasion», n'avaient aucun scrupule à annoncer leur couleur en tant qu'idéologues justificateurs de l'inévitabilité de la situation coloniale. L'un des plus scrupuleux ouvrages pourtant, ne déclare-t-il pas dès les premières pages : «Aussi loin que l'on remonte dans l'histoire de l'Afrique du Nord, on constate que tout se passe comme si elle était frappée d'une inaptitude congénitale à l'indépendance»(6)?.

Des «géographes à idées brillantes» (7) ont trouvé de meilleures formules pour nier au Maghreb toute potentialité d'existence propre, politique, culturelle, voire linguistique : «Un art, une littérature, une langue même, un peuple conscient de son existence, un État organisé, tout cela, ce sont des luxes très coûteux (...). Le Maghreb laissé à lui même, n'a jamais pu se les offrir». (8). On pourrait remonter encore plus loin pour écouter l'un des historiens-stratèges de l'action coloniale des Français d'Algérie au Maroc : «Si l'on considère le Maroc, on y voit un pays resté longtemps vierge de toute influence civilisatrice et dont la mise en valeur a été entravée jusqu'au début du XXème.» (9).

En fait, tous ces historiens, ou pseudo-historiens n'ont fait que répercuter et mettre en pratique des idées vieilles d'un siècle sur le rôle de la

(4) On pourrait citer à ce propos les travaux de Laroui, Ayache, Pascon, mais aussi les thèses de Toufik, Mezzine etc...

(5) M. Sahli : **Décoloniser, l'histoire** Maspéro, 1965.
A. Laroui : op.cit.

G. Ayache : **Histoire et colonisation**, in Hesperis, vol. XVII, 1976-1977.

(6) Ch. A. Julien : **Histoire de l'Afrique du Nord**, Tome I, p. 49. 2ème édition (Ch. Courtois), Payot, 1975. Voir aussi les remarques de Laroui, p. 12 n. 8 sur l'ensemble de l'œuvre de Ch. A. Julien op. cit.

(7) A. Laroui : op. cit, p. 9.

(8) E. F. Gautier : cité par Ch. A. Julien, op. cit, p. 28. Ch. Julien apprécie l'œuvre de E. F. Gautier, dans la première édition de **l'Histoire de l'Afrique du Nord** (1931), p. 770 : «d'une intelligence aiguë et qui déborde de rapprochements neufs, de suggestions hardies et d'hypothèses fécondes». Bien des qualificatifs ont dû être corrigés depuis

(9) A. Bernard : **La France au Maroc**, 1917, p. 6.

science comme arme de pénétration coloniale. (10).

Il n'est pas étonnant que l'image ainsi obtenue tende à accréditer l'idée d'un colonisateur-sauveur. Tout y concourt et l'on fait feu de tout bois. Peu de livres d'histoire coloniale ne commencent par attirer l'attention d'abord sur les défauts particuliers de la «nature» marocaine (ou maghrébine) : compartimentage du relief, isolement des vallées, fortes irrégularités des cours d'eau et de façon générale, éparpillement et dispersion sont les caractéristiques «congénitales» qui pèsent sur le sort des Marocains («indigènes»).

Le lecteur est, dès lors, mis dans le circuit d'une série de préjugés et d'idées taillées à la mesure du moule colonial : le Marocain ou le Maghrébin est anarchique par essence, à l'image des cours d'eau de son pays; son histoire est celle de luttes infinies entre unités minuscules tribales ou autres, se livrant la guerre sans fin, dans une anarchie gagnant de proche en proche jusqu'à la disparition de toute forme d'organisation politique et l'avènement bien entendu bénéfique du protectorat.(11).

Or depuis la moitié du XXème s. un profond mouvement de libération a soulevé le monde colonisé. Aussi «la modification profonde des rapports entre colonisateurs et colonisés a secoué les stéréotypes naguère adéquats»(12). Et, «depuis l'indépendance, les nouveaux programmes de l'enseignement secondaire donnent à l'histoire nationale et à celle de la civilisation musulmane, la place de premier plan qui leur revient»(13). Aussi quelques historiens ont-ils dû rectifier le tir et s'astreindre à «une vision historique renouvelée qui tînt compte de l'optique nationale»(14).

Il faut reconnaître que, malgré ses manipulations idéologiques colonialistes, l'historiographie coloniale a apporté avec elle l'arsenal technique, méthodologique et conceptuel qui a réuni, répertorié et classé les instruments de travail, ordonné et mis en forme le passé marocain.

De ce point de vue, elle s'imposait comme secteur moderne, pourrait-on dire, vis-à-vis d'une écriture historique «traditionnelle», puis nationaliste. En pleine période coloniale, il se trouvait encore des écrivains pour compiler des ouvrages historiques, selon la bonne tradition du genre : recueils lexicaux de noms de sultans, savants et cadis, cheikhs ou notables. En témoigne le monumental ouvrage d'Ibn Zaïdan : «l'Ithaf» dont les

(10) G. Ayache : article déjà cité. Thomassy affirmait dès 1842 que «la science est l'une de ces armes, et la première à mettre en œuvre, car c'est elle qui débaille le terrain où il faut avancer».

(11) Il faut cependant distinguer les écrits folkloriques d'un Harris ou d'un Arnaud des études autrement plus sérieuses d'un R. Montagne.

(12) H. Moniot : **L'Histoire des peuples sans histoire** in **Faire de l'Histoire**, op. cit. p. 107.

(13) Collectif : Brignon - Boutaleb : **Histoire du Maroc**, Hatier, 1967, p. 2.

(14) Idem. même page.

cinq premiers tomes parurent entre 1929 et 1935 et représentent malgré cette structure traditionnelle, une véritable mine de documents et de renseignements. Face à ces «ruminants d'un autre âge, (seuls) des chefs politiques ou des intituteurs» (Laroui) tentaient d'écrire l'histoire marocaine. L'essai d'Allal al Fassi : «al Harakât al istiklâlîa» est un exemple du genre. Utiles repoussoirs de la vision coloniale, ces écrits ne pouvaient fonder une vision historique nationale et scientifique. Pour eux, bien qu'ils s'en défendent, l'histoire, loin d'être le lieu de recherches scientifiques rigoureuses capables d'éclairer les aspects divers et contradictoires du présent, est le champ fertile où l'écrivain peut cueillir n'importe quelle vérité susceptible d'appuyer ses thèses du moment.

Cette histoire qu'on pourrait qualifier de «nationaliste» prend résolument l'autre extrême des préjugés colonialistes. Le Maroc depuis la conquête musulmane, n'a cessé de connaître un Etat central organisé, faisant face aux attaques étrangères et défendant l'intégrité territoriale. Un coup d'éponge uniformisateur efface tout épisode de l'histoire marocaine n'obéissant pas à ce schéma. La simple lecture de quelques lignes al Harakât d'Allal al Fassi en donnera la conviction. (15)

De telles procédures, comme d'ailleurs d'autres beaucoup plus élaborées, car utilisant les ressources des méthodes scientifiques pour aboutir aux mêmes conclusions (16) ne peuvent plus satisfaire l'historien, soucieux de jeter un regard critique sur le passé, non seulement pour le saisir dans sa relativité, sans fard nationaliste ni mépris colonialiste, mais aussi pour y déceler les racines profondes des contradictions qui grèvent les aspirations du présent.

Les diverses orientations qui ont présidé aussi bien à la recherche qu'à l'écriture historiques, se sont repercutées sur l'enseignement tant supérieur que secondaire pendant de longues années après l'indépendance. La génération actuelle des jeunes historiens a été marquée par la dichotomie d'un département d'Histoire en Section arabe et Section française où nécessairement les méthodes et les contenus n'étaient pas toujours les mêmes. Dans l'enseignement secondaire, deux disciplines d'histoire étaient dispensées aux élèves, se concurrençant parfois les mêmes sujets! L'une, histoire générale enseignée en français, faisait appel aux méthodes récentes, et malgré un contenu souvent colonialiste, avait recours au raisonnement et à la volonté de convaincre. Cette orientation n'a connu un début de changement que vers la fin des années 60 avec les débuts de la «marocanisation» des cadres enseignants. L'autre dite histoire islamique, était dévolue généralement au professeur d'arabe qui en faisait souvent

(15) Voir par exemple la version idyllique qu'il donne de l'histoire du Maroc de XIX^e s., p. 85 et suiv. ou l'interprétation unilatérale qu'il avance de la valeur de la guerre du Rif, p. 118-119.

(16) Le discours d'un livre comme **Le Gouvernement marocain à l'aube du XX^e s.** (1958) de M. Lahbabi paraît largement dépassé.

	Instructions de 1968 (en Français)	Instructions de 1974 (en Arabe)	Observations
1	• «L'histoire et la géographie doivent être école de précision, apprentissage d'une certaine rigueur»	• L'histoire et la géographie participent efficacement à la formation du bon citoyen, à la bonne éducation de la génération montante et à sa préparation pour prendre en charge les responsabilités qui seront les siennes dans le monde de demain. • En plus, l'histoire de la géographie participent fortement à la formation intellectuelle et morale de l'élève.	• Les instructions arabisées, privilégient l'aspect moral voire moralisateur de l'enseignement historique et en font par conséquent une «matière à leçons» plutôt qu'une discipline formatrice de l'esprit de précision et de rigueur.
2	• L'histoire ... permet d'aiguiser l'esprit d'observation et l'esprit critique des élèves. • L'histoire et la géographie n'est pas qu'entassement dans la mémoire des noms étrangers et d'images exotiques. Elles veulent être disciplines formatrices du jugement.	• L'histoire exerce la mémoire de de l'élève et lui fournit les moyens de son développement : la mémoire est l'un des éléments marquants de la vie intellectuelle.	• Affirmation du rôle primordial de de la mémoire qui précède «l'esprit d'observation et de critique» dans l'échelle des buts pédagogiques recherchés. En général, l'élève change de statut de participant il devient récepteur.
3	• L'histoire permet de découvrir la continuité du progrès humain comme la solidarité des civilisations...	• L'étude de l'histoire a pour but de faire connaître à l'élève le passé de la communauté humaine à laquelle il appartient, de lui faire prendre conscience du rôle qu'elle a joué dans le progrès de la civilisation humaine.	• Vision nationaliste certes, mais qui comporte un risque de rétrécissement du champ d'étude embrassé par l'enseignement historique ainsi envisagé.
	«L'enseignement de l'Histoire et de la Géographie. Instructions officielles» 1968, p.2.	«Programme d'Histoire et de Géographie dans l'enseignement secondaire 1974, p.4-6.	

une récitation de vieux livres ou au mieux le récit d'une narration salafiste.

Cet état de choses a duré tant que l'histoire fut enseignée en français, c'est-à-dire jusqu'au début des années 70. Depuis, les développements du contexte socio-politique ont poussé à l'accélération de l'arabisation de l'enseignement de l'histoire, achevée au bout de quelques années tant au secondaire qu'au supérieur.

Or, force est de constater que l'arabisation de l'enseignement de l'histoire s'est malheureusement accompagnée d'un net recul du contenu scientifique véhiculé par cette matière et ce, pour de multiples raisons. L'une d'ordre technique d'abord : on aura à le déplorer pour longtemps encore, «arabisation» signifie sans plus «traduction» en arabe. Or, les sciences sociales occidentales contemporaines utilisent un ensemble conceptuel en cours d'élaboration et d'approfondissement. Les dictionnaires occidentaux eux-mêmes ont du mal à suivre le mouvement. Que dire des dictionnaires de traduction «Français-Arabe» ou «Anglais-Arabe» (17) ? L'autre raison relève de la politique générale de l'enseignement : l'arabisation s'est faite, sur simple décision administrative, sans autre forme de préparation malgré les nombreuses années d'atermoiements. Les enseignants ont été avisés qu'ils devaient «arabiser» leur enseignement l'année suivante et chacun s'en est acquitté selon ses moyens. De plus arabisation improvisée signifiait manque de cadres enseignants.

Ainsi l'enseignement de l'histoire (et de la géographie) a-t-il été pendant quelques années, le fourre-tout : qui connaissait l'arabe pouvait enseigner ces matières! A titre d'exemple, c'est ainsi que des sortants de la Faculté des Sciences religieuses, furent affectés par dizaines à l'enseignement de l'histoire (et de la géographie!), et que «la coopération culturelle» moyen-orientale fit sa réapparition dans l'enseignement tant secondaire que supérieur.

Il y aurait une étude intéressante à faire sur les déperditions qui accompagnèrent l'opération de l'arabisation : la comparaison du contenu, de l'orientation et des instruments utilisés dans les mêmes leçons avant et après l'arabisation pourrait être bien édifiante. En l'absence d'une telle étude, les impressions directes recueillies au hasard de l'expérience quotidienne, ne peuvent guère constituer une base solide d'appréciation. On peut cependant s'en référer aux **Instructions officielles** pour l'enseignement de l'histoire, pour tenter d'appréhender le recul sus-indiqué. La comparaison des instructions publiées par les Services l'Inspection d'Histoire, sur l'espace de six ans de décalage, peut être probante.

Cette comparaison rapide montre sans conteste les changements de

(17) L'un des meilleurs du genre est «Al Manhal» -Cependant que de fois ne demeure-t-on pas sur sa faim devant les traductions littéraires ou vagues, frustrant le sens technique précis!.

vision et d'orientation intervenus, tant en ce qui touche les contenus qu'on veut faire véhiculer à l'histoire qu'en ce qui, au plan pédagogique, concerne le rôle, et la place de l'élève en classe, les buts pédagogiques assignés au professeur, habiletés et, facultés que l'on veut développer chez l'élève etc...

Quel enseignement en tirer ? Il faut tout d'abord dissiper un malentendu possible : loin de nous toute nostalgie d'une prétendue époque dorée où l'enseignement de l'histoire se faisait en français (d'ailleurs souvent au profit de l'influence française!), de même nous sommes parmi les derniers à dénier à la langue arabe les potentialités de rigueur et d'exactitude scientifiques.

Les départements qui ont accompagné l'opération de l'arabisation ne relèvent aucunement de la «nature» d'une langue qui a fait ses preuves par ailleurs, mais de l'improvisation générale et inconséquente qui caractérise la politique globale de l'enseignement dans notre pays. Il faut ajouter que la transposition d'une langue étrangère à l'arabe, change les perspectives et la portée de n'importe quel discours, du fait de l'accroissement de l'auditoire désormais accessible. «L'esprit critique», «la capacité de jugement», véhiculés par une discipline arabisée, peuvent être autrement plus dangereux que dispensés en une langue étrangère, car ils risqueraient alors de donner aux «bons citoyens» escomptés, les moyens d'une compréhension, d'une prise de conscience désormais même de bousculer des habitudes ancrées ou des situations acquises. Du coup, ce qui était constatations ou appréciations détachées se transforme en jugement de valeur ou énoncés moralisateurs tendant à former (donner une forme) les «bons citoyens».

En résumé, on peut constater qu'au moment où les recherches historiques en Occident connaissent une effervescence d'interrogations, l'histoire au Maroc, assez réservée encore au plan de la recherche et de la production littéraire, semble enregistrer une régression au niveau du contenu enseigné, pour plusieurs raisons, dont les conditions matérielles où travaillent les enseignants, ne sont pas les moindres.

